



#OnArrêteToutes #Grèfeféministe

POUR UN 1er MAI FÉMINISTE !

Ce 1er mai 2021, après une année de gestion désastreuse par le gouvernement de la crise sanitaire, les féministes, en colère et déterminées, ont de multiples raisons de prendre la rue et de marcher pour les droits des femmes.

On le répète : cette crise a mis encore plus en lumière le rôle fondamental des femmes dans la société. Elles ont tenu et tiennent à bout de bras la vie de tous les jours, elles sont aux avant postes des métiers indispensables de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, des transports. Et pourtant, rien n'est fait pour elles. Pire, les maigres plans de relance vont aggraver les discriminations qu'elles subissent déjà. Des expert.e.s annoncent une régression de 30 ans sur l'égalité femmes hommes.

Malgré cela, Macron poursuit sa politique ultra libérale en parachevant la réforme de l'assurance chômage qui va soustraire plus de 2 milliards d'euros aux plus vulnérables, toujours majoritairement des femmes et des jeunes. Il poursuit sa politique d'étranglement des services publics, notamment à l'hôpital.

Des plans de licenciements s'annoncent déjà et les premières de corvée, surexploitées, surexposées aux risques de contamination (caissières, femmes de ménage, femmes de chambre, auxiliaires de vie) seront les premières concernées avec les étudiantes, intermittentes du spectacle, etc.

Pourtant certains profitent bien de la crise : l'écart se creuse entre les riches qui continuent d'amasser des profits -la fortune des milliardaires français a augmenté de 170 milliards d'euros soit une hausse moyenne de 40 % en une année selon une note d'Oxfam, Attac. Tandis que les pauvres sont dans des stratégies de survie pour se nourrir, se loger, s'occuper de leurs enfants, etc.

En outre, le gouvernement refuse de renforcer l'accès à l'avortement en allongeant les délais légaux.

Il ne met toujours pas en œuvre une ambitieuse politique de prévention afin d'éradiquer les nombreuses violences sexistes et sexuelles qui sont de plus en plus dénoncées à la suite de MeeToo. Sans compter les nombreuses mesures à prendre pour protéger les femmes et enfants et enfin en finir avec les dénis de justice !

La loi « visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste », votée récemment, est insuffisante pour réprimer l'inceste et instaure une « prescription glissante » dont toutes et tous ne pourront pas bénéficier. Trop de peu de moyens sont alloués pour traquer les réseaux de traite humaine qui prospèrent sur le terreau de la crise sociale. Dans les entreprises, celles qui dénoncent le harcèlement sexuel sont trop souvent pénalisées et risquent de perdre leur emploi.

Les discriminations et les crimes racistes perdurent. Les sans papier•es, les migrant.e.s sont toujours pourchassé•es et persécuté•es.

Le gouvernement profite de cette crise pour restreindre les libertés, développer des mesures de contrôle et de répression violente de la population. Il sabote par sa loi « Climat et résilience » les mesures nécessaires, prônées par la Convention citoyenne, pour combattre le dérèglement climatique.

Ce 1er mai 2021, Journée internationale de lutte s'inscrit sous le symbole de la Commune de Paris, dont c'est le 150ème anniversaire. La participation des femmes fut minorée et invisibilisée.

Organisons des cortèges féministes lors des manifestations du 1er mai pour dire stop à ces politiques sexistes, racistes et de régression sociale.

On Arrête Toutes, qui milite pour la grève féministe, sera dans la rue le 1er mai !

A Paris, rendez-vous à 13h45 au restau "Mon Coco", 6 place de la République, angle Bd Voltaire